

VILLE D'ARPAJON

Direction des Services Techniques

☎ 01.69.26.15.03

**OBJET : RESTRICTION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC
15 AVENUE DE LA REPUBLIQUE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

Vu le Code de la route, notamment l'article R 417 ;

Vu l'Arrêté Municipal n° 2023/321 du 13 janvier 2023 réglementant la circulation sur le territoire de la ville d'ARPAJON ;

Vu l'Arrêté Municipal n°2023/092 du 10 mai 2023 réglementant l'arrêt et le stationnement à ARPAJON ;

Vu la demande formulée le 02 octobre 2023 par l'entreprise FONTAINEBLEAU DEMENAGEMENT , 63 rue Château – 77300 FONTAINEBLEAU– Monsieur Frédéric MORLET – 01 64 22 02 15 – concernant un déménagement 15 Avenue de la République 91290 ARPAJON ;

Considérant la nécessité de restreindre le stationnement pour ce déménagement ;

Considérant que le déménagement doit avoir lieu du 19 octobre 2023 au 20 octobre 2023 ;

Le Maire de la commune d'Arpajon.

ARRETE

Article 1 : du 19 octobre 2023 au 20 octobre 2023, le stationnement sera réservé sur trois places de stationnement au 15 Avenue de la République ;

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché 48 heures avant le début du déménagement par les soins du bénéficiaire.

Article 3 : Cette autorisation pourra être modifiée, voire supprimée par nécessité de service ou par mesure de sécurité en raison de circonstances particulières ou des conditions atmosphériques.

Article 4 : Les véhicules en infraction seront verbalisés et enlevés par les services de Police aux frais et risques du contrevenant.


Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Madame la Commissaire de Police d'Arpajon,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale d'Arpajon,
- Monsieur le Directeur, TRANSDEV PARK SERVICES,
- Monsieur MORLET, Entreprise FONTAINEBLEAU, bénéficiaire de l'autorisation.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait Arpajon le

12 OCT. 2023


Le Maire-Adjoint,
Thierry FICHEUX

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté et informe que cet acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.
Le Maire,
Christian BERAUD